

## LA MIGRATION CLANDESTINE SUBSAHARIENNE EN ESPAGNE : ENTRE TRAGEDIES MARITIMES ET DILEMME MORAL DE L'ACCUEIL

### CLANDESTINE SUB-SAHARAN MIGRATION TO SPAIN: BETWEEN MARITIME TRAGEDIES AND MORAL DILEMMA OF THE WELCOME

Kouadio Arist-Stéphane KOFFI  
Kouakou Laurent LALEKOU  
Université Félix Houphouët-Boigny

#### Résumé

La migration clandestine subsaharienne en Espagne est un phénomène humain et social qui s'inscrit dans un contexte mondial marqué par l'intensification des mobilités. Cette migration qui s'effectue principalement par la route atlantique, est d'une gravité extrême, car cette route est connue pour ses naufrages, ses nombreuses morts et les souffrances qu'elle impose aux migrants. Compte tenu des problèmes structurels auxquels les migrants sont confrontés dans leur pays d'origine, ils sont de plus en plus amenés à partir, à traverser l'atlantique dans l'optique de s'offrir une meilleure vie. Pourtant, après avoir défié la mort sur cette route, les migrants subsahariens découvrent des conditions d'accueil difficiles dans les centres pour migrants et dans la société espagnole à leur arrivée. L'étude se propose d'analyser l'ambivalence de la réponse espagnole qui, d'un côté présente un discours fondé sur la dignité humaine et de l'autre offre des pratiques de d'exclusion, de rejet et contrôle qui interroge la cohérence de cette approche.

**Mots-clés :** immigration clandestine, subsahariens, Espagne, accueil moral

#### Abstract

Sub-Saharan irregular migration in Spain is a human and social phenomenon that takes place in a global context marked by the intensification of mobility. This migration, which is mainly carried out by the Atlantic route, is extremely serious, because this route is known for its shipwrecks, its many deaths and the suffering it imposes on migrants. Given the structural problems that migrants face in their countries of origin, they are increasingly forced to leave and cross the Atlantic in order to afford a better life. Yet, after defying death on this route, the sub-Saharan migrants discover difficult reception conditions in the migrant centers and in the Spanish society upon their arrival. The study aims to analyze the ambivalence of the Spanish response which, on one hand presents a discourse based on human dignity and on the other hand offers practices of exclusion, rejection and control that question the coherence of this approach.

**Keywords :** illegal immigration, Sub-Saharan Africa, Spain, moral welcome

#### INTRODUCTION

À seulement 14 km du continent africain, l'Espagne occupe une position particulière en Europe (Marei, 2009, p. 121). Cette proximité, conjuguée à d'autres déterminants socioéconomiques, ont fait du pays ibérique l'une des principales portes d'entrée du continent européen. Si cette position peut être peu bénéfique à l'Espagne sur le plan commercial, il faut aussi reconnaître qu'elle la place en première ligne du phénomène migratoire subsaharien.

Depuis le début des années 2000, des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont tenté la périlleuse traversée vers les côtes espagnoles, au péril de leur vie. Cette intensification s'inscrit dans une dynamique migratoire qui, sans faiblir, s'est transformée, tant dans ses itinéraires que dans ses modalités et ses logiques. Ainsi, la route méditerranéenne vers la péninsule qui était autrefois la plus empruntée, du fait des contrôles, a progressivement cédé à la longue et dangereuse route de l'atlantique vers les canaries (Ruiz-Benitez, 2022, pp. 5-9).

Au-delà des milliers d'arrivant chaque semaine et des données statistiques, ces flux migratoires posent à l'Espagne la question fondamentale des conditions d'accueil des migrants qui est très souvent éludée par les discours politiques et médiatiques. En effet, l'Espagne, une société qui se veut démocratique, attachée aux droits de l'homme et de la dignité humaine fait face aujourd'hui à la nécessité de définir une réponse adaptée à l'arrivée des migrants subsahariens qui fuient le chômage, la pauvreté, les conflits armés et le changement climatique. À Cette préoccupation morale, le gouvernement de Pedro Sánchez a choisi de répondre de manière explicite. En janvier 2026, lorsqu'il annonce un décret pour régulariser des centaines de milliers de migrants irréguliers, le président du gouvernement espagnol fonde d'abord sa décision sur un principe moral avant de la présenter comme un impératif économique (El Ouassif, 2026, pp. 10-11).

Cette déclaration, aussi courageuse que controversée, cristallise le dilemme espagnol. D'un côté, le pays affiche la volonté de placer la dignité au centre de sa politique migratoire. De l'autre, l'on voit une réalité implacable faite de frontières extériorisées, de conditions d'accueil indignes et d'une société polarisée où les discours xénophobes gagnent du terrain. Autrement dit, si l'Espagne régularise à l'intérieur, elle ferme ses frontières à travers l'externalisation du contrôle migratoire vers des pays comme le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal qui deviennent comme des « gardes côtes » de la péninsule espagnole.

Entre humanisme et compromis politiques, besoins économiques et peurs identitaires, solidarité citoyenne et rejet xénophobe, l'Espagne incarne un laboratoire unique des contradictions européennes face aux migrations. Ainsi donc, nous nous demandons : quelles sont les conditions réelles d'accueil réservées à ceux qui parviennent jusqu'au territoire espagnol ? Et surtout, comment se décline, dans le débat public et dans les pratiques quotidiennes, cette question morale que le gouvernement prétend placer au centre de son action ?

L'objectif de ce travail est d'analyser la migration clandestine subsaharienne en l'Espagne à travers une double perspectives empirique et éthique. Il s'agit d'une part, de mettre en évidence la réalité des traversées, faite de conditions de déplacement particulièrement précaires et de tragédies. D'autre part, l'étude entend interroger le dilemme moral que pose l'accueil des subsahariens. À travers l'examen des tensions entre les impératifs de contrôle des frontières et le respect des principes fondamentaux de dignité humaine.

L'hypothèse que nous soulevons est que, l'accueil des migrants subsahariens en situation irrégulière en Espagne repose sur une logique ambivalente, dans laquelle les impératifs de contrôle migratoire tendent à primer sur les exigences éthiques de protection de la dignité humaine. Cette primauté contribue à produire des formes de précarité et de marginalisation, révélatrice d'un dilemme moral structurel dans la gestion des migrations clandestines.

Cette étude s'appuie sur la proposition de Paul Ricoeur (Ricoeur, 1990, pp. 155-200). Pour qui, l'analyse socio-éthique consiste à évaluer les pratiques sociales et politiques à l'aune de principes moraux fondamentaux, tels que la dignité humaine, la justice et le respect d'autrui. cela dit, l'analyse qui suit s'articulera autour de trois (3) axes : 1) le périple des migrants subsahariens vers l'Espagne, 2) leur arrivée en Espagne et la réalité de l'accueil, 3) la question morale à l'épreuve dans le débat espagnol.

## **I- LES DETERMINANTS DE LA MIGRATION CLANDESTINE SUBSAHARIENNE EN ESPAGNE**

Ces dernières années, la route atlantique vers les canaries s'est imposée comme l'un des corridors migratoires les plus meurtriers de notre planète. Elle constitue

actuellement un véritable chemin de croix pour des milliers de subsahariens en quête d'un avenir meilleur. Ainsi donc, avant même d'aborder la question de l'accueil, il est essentiel de comprendre les déterminants qui précèdent l'arrivée des subsahariens dans le pays ibérique, à savoir, les profils des migrants, les motivations du voyage et ses dangers.

### **I-1. Les profils des migrants**

Contrairement aux discours nationalistes véhiculés dans les médias, les migrants subsahariens ne sont pas majoritairement des « profiteurs » ou des criminels. Ce sont plutôt des personnes ordinaires poussées sur les routes par les circonstances extraordinaires.

Sur les routes méditerranéennes et canariennes, les nationalités présentes englobent toute l'Afrique au sud du Sahara. Parmi elles, les principales représentations sont les maliens, les sénégalais, les guinéens, les gambiens, les burkinabés, les nigériens et de plus en plus, les ivoiriens (Barros et al., 2002, p. 18). Sur la route de la migration, ces différentes nationalités qui effectuent de long parcours avant d'atteindre les côtes qui mènent à l'Espagne connaissent le pire de l'humanité.

S'ils viennent de différents pays subsahariens, les causes qui les amènent à entreprendre ce périple sont quasi similaires. D'abord, il faut reconnaître que les motivations sont avant tout économiques et climatiques (Nga, 2021, p. 329). En effet, le changement climatique qui frappe depuis le début du présent siècle les régions agricoles de notre sous-continent a laissé des millions de personnes qui vivaient de la terre sans moyens de subsistance. Cette situation, combinée à la désertification massive de nos régions, a poussé également les éleveurs à abandonner leur mode de vie traditionnel.

Ce qui n'est pas sans conséquence. Puisque, la pression sur le marché du travail dépasse les capacités des gouvernements à créer des emplois. Ainsi, nous assistons à un chômage élevé et à un manque de perspective économique pour une part importante de la population. À cela s'ajoute des phénomènes de corruption généralisée et de mauvaise gestion des ressources étatiques, qui affaiblissent la capacité des institutions à répondre aux besoins des citoyens. Cet ensemble de facteurs a entraîné une perte de confiance envers l'État, renforcé le sentiment d'insécurité socioéconomique et poussé plusieurs personnes à considérer la migration non comme un choix, mais comme une stratégie de survie et un moyen de préserver leurs perspectives d'avenir (African Peer Review Mechanism et African Governance Architecture, 2023 p. 69).

Il convient également de souligner le rôle déterminant des facteurs sécuritaires et conflictuels qui affectent particulièrement l'espace sahélien et ses périphéries. Cette région est aujourd'hui le théâtre d'une instabilité chronique, entretenue par la prolifération de groupes armés et l'expansion des mouvements djihadistes. Les populations civiles, prises dans cet engrenage, sont directement exposées à des violences multiformes, à savoir, les attaques armées contre les villages, les déplacements forcés qui arrachent les familles à leurs terres et les atteintes répétées aux droits fondamentaux. Cette insécurité qui vient aggraver une précarité déjà endémique, rend les conditions de vie insoutenables (Badewa et Dinbabo, 2021).

Face à cette situation, des populations qui n'ont plus rien à perdre, sinon leur vie, sont tentées de jouer à pile ou face avec leur existence dans l'Atlantique, dans l'espoir de s'offrir un minimum de dignité.

### **I-2. Les Canaries comme destination privilégiée des subsahariens : chiffres et réalités d'une pression migratoire constante**

L'archipel des Canaries, situé à plus de 1500 km des côtes du Sénégal est devenu l'épicentre de la migration subsaharienne en Espagne. La route de l'Atlantique, comme

l'on l'appelle, recouvre en réalité plusieurs itinéraires partant des côtes du Sahara occidental, de la Mauritanie, du Sénégal, de la Gambie et de plus en plus, du Cap vert. Ces itinéraires, se caractérisent par leur extrême dangerosité dans la mesure où les embarcations utilisées, souvent vétustes et inadaptées à la navigation en haute mer, sont généralement surchargées et effectuent des traversées pouvant durer plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Si durant la pandémie de Covid, caractérisée par des restrictions de voyages et la militarisation des frontières, les arrivées de personnes en situations irrégulières en Espagne avaient baissées en volume, avec la levée de ces mesures, l'on a constaté une hausse significative de ces flux. C'est-à-dire, depuis le début de l'année 2023, nous observons une véritable augmentation des arrivées qui contraste avec la relative accalmie de la crise sanitaire et place à nouveau les dispositifs d'accueil espagnols face à une pression croissante.

L'année 2024 constitue le point d'ancrage dans l'évolution récente de cette tendance migratoire. Comme le souligne le ministère de l'intérieur espagnol, entre le 1 janvier et le 31 décembre, près de 64 000 personnes sont arrivées de manière clandestine par voie maritime en Espagne (Ministère de l'intérieur d'Espagne, 2024, p. 2). Parmi elles, la grande majorité ont atteint les îles Canaries par la route atlantique. Cette situation a mis les dispositifs d'accueil de l'archipel à rude épreuve.

En 2025, même si le nombre d'arrivées a légèrement baissé par rapport à l'année précédente, avec environ 37 000 personnes enregistrées sur les côtes espagnoles à la mi-novembre, la pression reste toujours forte (Ministère de l'intérieur d'Espagne, 2025, p. 2). Les arrivées clandestines se sont poursuivies tout au long de l'année, avec des afflux importants à certaines périodes, souvent liés aux conditions météorologiques.

Pour ce qui est de l'année 2026, il faut dire que les perspectives restent tout aussi préoccupantes. En fait, un rapport interne de la Garde civile espagnole relayé par la presse « La Gaceta » en novembre 2025, faisait état de la présence de plus de 360 000 migrants en Mauritanie, susceptibles de tenter la traversée vers les Canaries. Selon le rapport, une part importante de ces migrants n'apparaît dans aucun registre officiel et attendrait simplement des conditions favorables pour prendre l'atlantique (Pulido, 2026).

Derrière les chiffres, derrière le nombre considérable d'arrivées, se trouve cette réalité humaine tragique, faite de milliers de morts et de disparus qui jalonnent la route atlantique. Cette route qui compte parmi les plus meurtrières au monde, englouti chaque jour plusieurs embarcations de fortune qui tentent de rejoindre les territoires espagnols.

En Mai 2025, l'ONG espagnole *Caminando Fronteras* dans son rapport affirmait que 1 865 personnes, dont 342 enfants ont perdu la vie en mer en tentant de rejoindre l'Espagne. Or, ces chiffres, aussi terrifiants soient-ils, ne reflètent qu'une partie infime de cette réalité. En fait, sur la route de l'atlantique, beaucoup de naufrages restent invisibles, et leurs victimes qui naviguent dans la clandestinité, disparaissent sans laisser de traces (Caminando Fronteras, 2025, p. 2).

En ce qui concerne l'OIM, elle estime que depuis 2014, 3 100 personnes sont mortes ou ont disparues lors de traversées vers les Canaries (Black, 2021, pp.10-13). Le constat qui émerge au-delà de ces données est que, à cause de la pauvreté, de l'instabilité et des violences dans leurs pays, plusieurs jeunes, enfants, mères et pères, ont pris la mer par désespoir, à la recherche d'un avenir meilleur qui n'a jamais abouti.

À cela, il faut ajouter que, le 05 mars 2026, la marine sénégalaise avait localisé aux larges de ses côtes une embarcation à la dérive avec 139 migrants subsahariens à bord. Partie de la Gambie onze jours plutôt, la pirogue avait pour destination les Canaries. À son bord, les secouristes découvrent le corps sans vie d'un nouveau-né, mort pendant la traversée. Ce bébé dont l'existence n'aura duré que le temps d'un voyage impossible,

symbolise à lui seul l'innocence sacrifiée sur l'autel de la forteresse Espagne (Radio Télévision Sénégalaise, 2026).

## **II-LES MIGRANTS SUBSAHARIENS EN ESPAGNE : ENTRE DISCOURS ET PRATIQUE D'ACCUEIL**

L'une des épreuves à laquelle sont confrontés les migrants subsahariens une fois les côtes espagnoles atteintes, est le système d'accueil espagnol avec ses promesses et ses manquements. Entre les déclarations politiques ambitieuses et la réalité du terrain, le fossé est parfois immense.

### **II-1. La stratégie Sánchez à la croisée des chemins**

Arrivé au pouvoir en 2018, le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez a tenté de rompre avec le discours sécuritaire qui prévalait jusqu'alors en matière migratoire. Dès ses premiers mois au pouvoir, il a fait de la question migratoire un marqueur politique, avant d'accueillir le navire humanitaire Aquarius et prôner une approche réaliste et morale du phénomène.

Cette politique officielle développée par le premier ministre socialiste repose sur trois piliers essentiels. Le premier est caractérisé par la coopération renforcée avec les pays d'origine et de transit des migrants. L'Espagne a multiplié les accords avec la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal et la Gambie, en leur fournissant des aides financières, matérielles et opérationnelles pour le contrôle de leurs frontières et la lutte contre les réseaux de passeurs (Radio Télévision Sénégalaise, 2026). Pourtant, si cette politique est présentée comme un moyen de lutter contre l'immigration clandestine et de sauver des vies par la dissuasion des départs, elle subit les critiques des organisations de défense des droits humains. Puisque, l'externalisation des frontières a déplacé le contrôle et la violence loin du territoire espagnol en s'appuyant sur des pays où les violations des droits des migrants sont monnaie courante.

Le deuxième est consacré au développement des voies légales de la migration. L'Espagne a mis en place des programmes de migration circulaire, afin de permettre à des travailleurs saisonniers subsahariens d'aller travailler dans l'agriculture espagnole pendant quelques mois avant de retourner dans leur pays. À ce niveau, il faut dire que, ces initiatives, même si elles sont insuffisantes compte tenu des besoins, constituent une tentative de réguler les flux et d'offrir des alternatives à la clandestinité (Jeune Afrique, 2024).

Le troisième constitue en la régularisation des migrants déjà présents sur le territoire. En Janvier 2026, le gouvernement a présenté un décret visant à régulariser entre 500 000 et 800 000 sans-papiers. Cette mesure, présentée par Pedro Sánchez comme un « principe morale, répond à une initiative citoyenne portée par plus de 900 organisations de défense des droits de l'homme.

Comme le souligne Elma Saiz, ministre de l'inclusion, de la sécurité sociale et des migrations, la régularisation constitue un moyen de « renforcer un modèle migratoire fondé sur les droits de l'homme et l'intégration, compatible avec la croissance économique et la cohésion sociale (Ministère de l'Inclusion, de la Sécurité Sociale et des Migrations d'Espagne, 2026). En réalité, de façon générale, ces migrants irréguliers qui vivent déjà en Espagne travaillent certes dans la clandestinité mais contribuent à l'économie. Pourtant, ils ne bénéficient d'aucun droit. Ainsi, leur régularisation intervient à la fois comme un acte de justice et un impératif économique.

## **II-2.L'accueil : entre conditions indignes et violations des droits**

Malgré les avancées législatives qui ont eu lieu ces dernières années, la réalité de l'accueil des migrants subsahariens restent empreintes de conditions indignes et de violations de leurs droits fondamentaux.

Aux Canaries, la saturation des centres d'accueil a atteint des niveaux records. En juin 2025, alors que le système d'accueil de l'archipel avait une capacité de 2 211 places, se sont près de 5 600 mineurs non accompagnés qui étaient pris en charge. Pire encore, des cas de maltraitance avérée ont été documentés. Entre juillet 2025 et mars 2026, dans le cadre de l'opération Cábila, deux centres d'accueil géré par l'ONG Quorum social 77 ont été fermés à Gran Canarias pour des présumés mauvais traitements. Également, des perquisitions ont eu lieu à Tenerife et Fuerteventura, et quinze travailleurs de l'ONG arrêtés (Gouvernement de Gran Canarias, 2026).

Dans les deux enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, la situation n'est pas non plus différente. L'accès à la procédure d'asile, droit fondamental pourtant garanti par les conventions internationales, est devenue une course d'obstacle presque impossible. Plusieurs demandeurs d'asile subsahariens se sont retrouvés à la rue, sans accès au Centre d'accueil temporaire pour immigrants et sans possibilité de formaliser leur demande.

Dans la péninsule, les conditions de vie des migrants subsahariens régularisés ou en attentes de régularisation restent aussi précaires. Beaucoup travaillent dans l'agriculture intensive des serres d'Almería et de Huelva, exploités, payés en dessous du salaire minimum et logés dans des bidonvilles sans eau ni électricité. D'autres à Madrid ou à Barcelone, survivent avec des petits boulots et dorment dans des foyers surpeuplés ou à la rue. En effet, pendant l'hiver 2025-2026 à Badalone, des centaines de migrants ont été délogés des bâtiments industriels abandonnés dans lesquels ils s'étaient installés sans aucune solution de relogement. Plusieurs personnes se sont donc retrouvées à la rue en plein hiver, sous les caméras des médias, dans l'indifférence quasi générale.

## **III-LA QUESTION MORALE DANS LE DÉBAT ESPAGNOL**

La gestion de la migration clandestine subsaharienne ne se limite pas à la question des structures d'accueil migrants. Elle touche au cœur même des valeurs de la société espagnole et interroge sa capacité à conjuguer les principes humanitaires et les réalités politiques. Le débat autour de la régularisation massive qui traverse le pays depuis le mois de janvier 2026 révèle des conceptions radicalement différentes de la morale et de l'intérêt national.

### **III-1. Le discours moral sur l'accueil à l'épreuve**

Aujourd'hui, la question morale de l'accueil des migrants clandestins en Espagne est sujette d'une double interprétation diamétralement opposée. D'une part, nous avons le gouvernement et ses partisans, pour qui, la politique migratoire doit être guidée par des principes moraux, au premier rang desquels, la dignité inviolable de la personne humaine. Pour le premier ministre, l'immigration n'est pas un problème mais une réalité qu'il faut gérer avec humanité et pragmatisme. Pour cela, la politique de Sánchez et ses pairs s'inscrit dans une logique où il faut reconnaître des droits à des personnes qui vivent, travaillent et contribuent à l'économie nationale du pays.

D'autre part, il y a les partis de droite et d'extrême droite pour qui, la politique du gouvernement socialiste est un politique « naïve » qui encourage l'immigration clandestine et menace l'identité espagnole. C'est dans cette veine que Muñoz Ester, porte-parole du Parti Populaire, dit que le projet de régularisation massive n'est qu'un stratagème du gouvernement pour détourner l'attention du peuple des problèmes réels auxquels le pays fait face (Muñoz, 2026).

Au-delà du parti populaire, le discours de Vox, le parti d'extrême droite, a atteint un degré de radicalité sans précédent. Pour son leader Santiago Abascal, Sánchez est un tyran qui hait le peuple espagnol et veut le remplacer par une invasion migratoire (Europa Press, 2026). En réalité, pour Vox, la régularisation s'inscrit dans un contexte délibéré de grand remplacement, une théorie mise en place par le parti socialiste pour remplacer la population espagnole par des migrants extra-espagnols.

### **III-2. La société espagnole entre solidarité et rejet**

Le débat politique qui se mène au sommet de l'État se répercute dans la société espagnole, où coexistent et s'affrontent des attitudes contrastées face à l'immigration clandestine d'origine subsaharienne. D'un côté, l'on trouve une solidarité citoyenne exceptionnelle, avec des milliers de bénévoles engagés dans des associations d'aide aux migrants, des familles qui ouvrent leur porte et des municipalités qui mettent en place de nouvelles politiques d'intégration.

Mais l'autre visage de l'Espagne est plus sombre avec des manifestations particulièrement violentes et xénophobes. En juillet 2025, à Torre-Pacheco dans la région de Murcie, des émeutes ont éclaté après l'agression d'un homme espagnol par trois individus d'origine nord-africaine. Des groupes d'extrême droite ont appelé à la violence anti-migrante sur les réseaux sociaux, et des milices ont attaqué les personnes étrangères dans les rues de la localité sans aucune distinction (Álvarez, 2025). Aujourd'hui, dans la société espagnole, plusieurs migrants font face à une vague de racisme et d'exclusion sociale dans certaines communautés.

Ce qui crée une réalité sociétale complexe. Car, l'opinion publique espagnole est tiraillée entre des aspirations contradictoires. D'un côté, les espagnols reconnaissent la contribution économique des migrants, indispensables dans plusieurs domaines de l'économie. De l'autre, la peur de l'insécurité, alimentée par certains discours politiques et médiatiques, favorise un rejet du migrant.

## **CONCLUSION**

Au terme de notre réflexion, il convient de noter que la migration clandestine subsaharienne en Espagne apparaît comme un phénomène ambivalent, où s'entremêlent la souffrance humaine, les impératifs politiques et les exigences morales de l'accueil. De la route atlantique, aux centres d'hébergement des Canaries, en passant par les débats sur les politiques migratoires du gouvernement et les manifestations de rejet, se dessine l'image d'un pays confronté à la question de l'accueil des personnes qui arrivent après avoir défié la mort dans l'atlantique.

L'Espagne a certes tenté d'apporter une réponse plus humaine que dans d'autres contextes européens. Le discours fondé sur la dignité, la solidarité et la régularisation témoigne d'une volonté de rompre avec la logique purement répressive. Toutefois, cette orientation reste fragilisée par la précarité des conditions d'accueil et de vie ainsi que les comportements discriminatoires et xénophobes. Entre l'affirmation de principes humanitaires et la mise en œuvre de politique d'accueil, l'écart se creuse.

Cette situation révèle une contradiction majeure à savoir, l'Europe, même si elle proclame son attachement aux droits humains, continue de privilégier des logiques de contrôle et de dissuasion aux frontières extérieures. L'Espagne, en raison de sa position et de son rôle de porte d'entrée du continent, se trouve au centre de cette contradiction. Elle devient le lieu où se manifeste, avec une intensité particulière, la difficulté de concilier sécurité, solidarité et responsabilité éthique.

En définitive, la migration clandestine subsaharienne en Espagne ne saurait être réduite à une simple question de gestion des flux. Elle interpelle la capacité des sociétés

européennes à reconnaître la dignité de l'autre, à protéger les plus vulnérables et à penser l'accueil non comme une menace, mais comme une exigence morale et politique. C'est à cette condition seulement qu'une réponse durable, juste et humanitaire pourra être apportée à un drame qui continue de coûter la vie à des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants issus du sud du Sahara.

## RÉFÉRENCES

- AFRICAN PEER REVIEW MECHANISM et AFRICAN GOVERNANCE ARCHITECTURE (2023). Rapport sur la gouvernance en Afrique : Changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique. 122 p.
- ÁLVAREZ PATILLA, Diego (17/07/2025). De la inseguridad vecinal a los mensajes de odio: las claves de los enfrentamientos en Torre Pacheco. Rteve. <https://www.rtve.es/noticias/20250713/claves-incidentes-torre-pacheco/16662548.shtml>.
- BADEWA Adeyemi, DINBABO Mulugeta (2021). "Irregular Migration and Regional Complex in the Sahel-Lake Chad Corridor: A Human Security Discourse". *Ìrìnkèrindò: Journal of African Migration*, n°12. [https://africamigration.com/issue/nov2021/IJAM\\_12\\_IRREGULAR\\_MIGRATION\\_WEB.pdf](https://africamigration.com/issue/nov2021/IJAM_12_IRREGULAR_MIGRATION_WEB.pdf).
- BARROS, Lucile et al (2002). "L'immigration irrégulière subsaharienne à travers et vers le Maroc". *Cahiers de Migrations Internationales*. n°54, pp. 1-69.
- BLACK, Julia (2021). Maritime Migration to Europe: Focus on the Overseas Route to the Canary Islands. Geneva, IOM.
- CAMINANDO FRONTERAS (2025). Monitorio del derecho à la vida en la frontera occidental euroafricana. 12 p.
- EI OUASSIF, Amal (2026). "La régulation exceptionnelle de 2026 en Espagne : fondements, portée et limites". *Policy Brief*, n°09, vol. 26, pp. 1-13.
- EUROPA PRESS (2026). Abascal (Vox) dice que Sánchez promueve la "invasión migratoria". <https://youtu.be/Gblg8nissao?si=r84mQ5FH2hgaJtPB>.
- GOUVERNEMENT DE GRAN CANARIAS (2026). La Policía Autonómica registra un centro de menores en Puerto de la Cruz. <https://www3.gobiernodecanarias.org/noticias/la-policia-autonomica-registraun-centrode-menores-en-puerto-de-la-cruz/>.
- JEUNE AFRIQUE (2024). Entre l'Espagne, la Mauritanie et la Gambie, des accords de « migration circulaire ». <https://www.jeuneafrique.com/1603066/politique/-entrelespagne-la-mauritanieet-la-gambie-des-accords-de-migration-circulaire/>.
- MAREI, Nora (2009). "Le détroit de Gibraltar, fenêtre sur le monde pour l'Espagne". *Historiens et Géographes*, n° 408, pp. 121-130.
- MINISTÈRE DE L'INCLUSION, DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DES MIGRATIONS D'Espagne (2026). Elma Saiz defiende la coherencia de la política migratoria del Gobierno y la aportación de las personas migrantes en el crecimiento económico. *Revista seguridad social*. <https://www.inclusion.gob.es/w/elma-saiz-defiende-la-coherencia-de-la-politica-migratoria-del-gobierno-y-la-aportacion-de-las-personas-migrantes-en-el-crecimiento-economico>.
- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR D'ESPAGNE (2024). Informe Quincenal: Inmigración irregular 2024, datos del 1 de enero al 31 de diciembre, 10 p.
- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR D'ESPAGNE (2025). Informe Quincenal: Inmigración irregular 2025, datos del 1 de enero al 31 de diciembre, 12 p.
- MUÑOZ DE LA IGLESIA, Ester (2026). Ester Muñoz, sobre la regularización masiva de inmigrantes: "Van a convertir a España en un coladero de delincuentes en contra de las leyes europeas. Page Officielle du Partie Populaire <https://www.pp.es/actualidad-articulos/ester-munoz-sobre-la-regularizacion-masiva-de-inmigrantes-van-a-convertir-a-espana-en-un-coladero-de-delincuentes-en-contra-de-las-leyes-europeas/>.

NGA, Agnès Olivia (2021). "Illusions et désillusions de l'immigration à l'heure de la mondialisation dans 'le paradis du nord', 'le ventre de l'atlantique' et 'voici venir les rêveurs'". *Revue Akofena*, vol.1, n°002, pp. 321-332.

PULIDO, Rubén (2026). Informes de la Guardia Civil alertan de que Mauritania acumula 360 000 inmigrantes ilegales que amenazan con llegar a Canarias en 2026, La Gaceta. <https://gaceta.es/espana/informes-de-la-guardia-civiles-alertan-de-que-mauritania-acumula-360-000-inmigrantes-ilegales-que-amenazan-con-llegar-a-canarias-en-2026-20251108-1225/>.

RADIO TÉLÉVISION SÉNÉGALAISE (05/03/2026). Migration irrégulière : la marine nationale secourt 139 migrants après 11 jours de dérive en mer. <https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/migration-irreguliere-la-marine-nationale-secourt-139-migrants-apres-11-jours-de-derive-en-mer>.

RICOEUR, Paul (1990). *Soi-même comme un autre*. Paris, Éditions du Seuil.

RÍOS, Damián (2023). "La política de seguridad en las fronteras exteriores de la Unión Europea: El caso de España". *Trans-Pasando Fronteras*, n°20, pp. 57-97.

RUIZ-BENITEZ DE LUGO, Lucia Bird (2022). Passage du nord-ouest: recrudescence des migrations irrégulières par voie maritime vers les îles Canaries. Global initiative against transnational organized crime. Collection 2022, 2022, pp. 1-37.